

Questions orales

Voilà ce que disait le premier ministre aux Nations Unies, il y a quatre ans.

Lors de la Conférence du Commonwealth, en Malaisie, la semaine prochaine, le premier ministre a-t-il l'intention, finalement, de tenir parole et de faire savoir que le Canada va prendre toutes les sanctions possibles contre l'Afrique du Sud? Utilisera-t-il l'influence que lui donne sa position et l'opinion publique canadienne pour persuader les autres dirigeants du Commonwealth, notamment le premier ministre Thatcher, de faire de même? Est-ce que quatre ans ne suffisent pas au premier ministre pour tenir parole?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que les dirigeants des États de la ligne de front, par exemple, seraient quelque peu surpris de la question de mon collègue car on reconnaît dans le Commonwealth, particulièrement dans les États de la ligne de front mais aussi dans bien des parties du monde industrialisé, que le Commonwealth et le Canada jouent un rôle vigoureux dans la lutte contre l'apartheid qui a sérieusement commencée il y a quatre ou cinq ans.

Le Canada a pris plus de 50 initiatives, dont beaucoup ont été imitées par d'autres pays industrialisés. Nous sommes convaincus que l'impact croissant de ces sanctions et de ces politiques a eu un effet bénéfique sur l'évolution dans le sud de l'Afrique, comme en témoignent les résultats en Namibie, les progrès en Angola, l'élection du président de Klerk suivie de sa récente visite en Zambie, ce qui aurait été inconcevable il y a seulement deux ou trois ans. Ses déclarations officielles sur son désir de procéder à des changements fondamentaux signifient que nous devons maintenir la pression que nous avons commencé à appliquer, avec d'autres dans le Commonwealth, il y a quelque quatre ou cinq ans.

Je prends les observations de mon collègue comme un encouragement à intensifier les moyens et les politiques choisis par notre gouvernement il y a cinq ans pour amener des changements en Afrique du Sud.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, les comptes rendus des Nations Unies d'il y a quatre ans contiennent également les expressions «démantèlement de l'apartheid», et «nos relations pourraient être rompues complètement». Je remarque avec inquiétude le vocabulaire nouveau utilisé par le gouvernement depuis quelques semaines. Le gouvernement avait l'habitude de parler d'abolir l'apartheid, maintenant il parle de le réformer. Je fais remarquer que pas un Noir n'a pu voter aux dernières élections générales en Afrique du Sud.

[Français]

Monsieur le Président, au sujet de la réunion des chefs du gouvernement du Commonwealth, je voudrais revenir à la question déjà devant la Chambre, la question de la

Chine. A la suite des massacres de Beijing, le gouvernement a déclaré qu'on ne pourrait plus faire comme si rien ne s'était passé. Pourtant, le 26 septembre, encore une fois, devant les Nations Unies, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a prononcé son discours global, au nom du Canada, devant l'Assemblée annuelle des Nations Unies. Il n'a malheureusement rien dit à propos de la Chine, pas un seul mot!

Le premier ministre peut-il nous expliquer pourquoi son ministre a fait une omission aussi marquante? Peut-on faire comme si rien ne s'était passé en Chine? Notre politique a-t-elle changé depuis la condamnation unanime, ici à la Chambre, avec une résolution de la Chambre des communes? Est-ce que le premier ministre va répondre aux souhaits du Parlement et déposer une résolution à la conférence du Commonwealth, exigeant des mesures d'action collective contre la Chine?

• (1420)

M. Mulroney: Monsieur le Président, la politique canadienne envers la Chine, depuis les incidents, a été marquée par une sévérité tout à fait appropriée, étant donné les circonstances. Et le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'a nullement dérogé à cette politique sévère et vigoureuse à l'égard des événements tout à fait catastrophiques infligés au peuple chinois par le gouvernement, il y a maintenant plusieurs mois.

Le ministre a annoncé à la Chambre les éléments de notre politique, qui ressemble essentiellement à celle qui a été adoptée par plusieurs des grands pays industrialisés du monde. Nous suivons chaque élément de cette politique avec cohérence. D'une part, nous voulions transmettre un message sans équivoque au gouvernement chinois. Mais, d'autre part, nous voulions conserver nos liens avec le peuple chinois car c'est dans l'intérêt de tous les Canadiens que nous ayons pour l'avenir ce pont qui existe entre le peuple chinois et le peuple canadien.

C'était le défi qui était devant nous, et je pense que nous l'avons relevé dans l'intérêt canadien.

[Traduction]

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, devant l'opinion canadienne qu'exprimait catégoriquement la résolution unanime de la Chambre des communes, le secrétaire d'État s'était engagé vis-à-vis de nous et des Canadiens à ne pas traiter avec les autorités chinoises actuelles comme si rien ne s'était passé. Je pense comme le premier ministre que nous n'avons rien contre la population chinoise, mais c'est avec les autorités actuelles que nous sommes en désaccord; cependant la conduite de son gouvernement depuis l'adoption de cette résolution n'est pas conforme à l'engagement pris envers la Chambre.